

6 juillet 1985 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à la télévision espagnole, sur les relations franco- espagnoles et l'élargissement de la CEE, Paris, samedi 6 juillet 1985.

QUESTION.- Monsieur le Président, quelle est la situation des relations entre la France et l'Espagne après l'entrée de l'Espagne dans le marché commun ?

- LE PRESIDENT.- Je la crois bonne. Au cours de ces derniers mois, nous avons beaucoup travaillé pour que cet élargissement réussisse sur le -plan, bien entendu, de la Communauté et aussi sur le -plan des relations bilatérales entre l'Espagne et la France. Nous sommes parvenus à de bons accords qui me font augurer de façon très positive de l'entrée de votre pays dans notre communauté `CEE`.

- QUESTION.- Croyez-vous monsieur le Président que l'Espagne appuiera le projet Eureka et l'idée de son éventuelle participation à ce projet. Est-il agréable pour la France ?

- LE PRESIDENT.- Ce que fera l'Espagne, je ne le sais pas. C'est un pays souverain qui s'exprimera librement. Mais j'ai tout lieu de penser que l'Espagne participera à Eureka. Eureka, permettez-moi de vous le rappeler, a déjà suscité l'intérêt des dix pays de la Communauté, des dix, jusqu'au 1er janvier 1986, plus quatre pays qui sont l'Autriche, la Suisse, la Suède et la Norvège. Le Portugal et l'Espagne viendront s'ajouter à la Communauté. Ce sont deux pays - je pense que l'Espagne, en particulier, dispose d'une industrie avancée - qui sont parfaitement aptes et prêts à prendre part à toutes les responsabilités. Et celle de la technologie, et de la technologie de pointe, avancée, c'est, je crois, une ambition qui nous est commune.

- Or, ce qu'en pense la France, si vous voulez que je le dise au peuple espagnol et aux dirigeants, je le souhaite. Je le souhaite, parce que Eureka peut être une puissante projection, sur le présent et bien entendu sur l'avenir qui permettra à l'Europe de tenir la comparaison, le cas échéant victorieuse, avec les deux grandes puissances dans la technologie : les Etats-Unis d'Amérique et le Japon.\

QUESTION.- Malgré leur voisinage, la France et l'Espagne, traditionnellement, se sont méconnues. Pensez-vous, monsieur le Président, que les Français et les Espagnols continuent toujours sur cette voie ?

- LE PRESIDENT.- Ce sont des relations de voisinage et les relations de voisinage supposent comme toujours des difficultés en même temps qu'une invitation à une amitié constante. Amitié, querelle, cela est réservé à ceux qui vivent ensemble et vous avez raison de dire que ce sont deux pays voisins qui souvent se méconnaissent. J'ai fait personnellement un effort qui me paraissait très nécessaire et très utile, un effort pour que mon pays comprenne mieux l'Espagne. J'ose espérer que du côté espagnol, il en est de même.

- Deux dossiers très difficiles se proposaient lorsque je suis arrivé à la Présidence de la République : celui du terrorisme d'une part, et d'autre part, celui de l'élargissement. Sur des deux -plans, nous avons abouti. L'élargissement est fait, je peux dire que la France y a pris une part éminente. Quant au terrorisme, nos ministres, nos gouvernements ont engagé des conversations, entrepris des actions qui montrent que cela ne peut pas être un sujet de dispute entre nos deux pays.

- S'il est un troisième contentieux, je ne le connais pas, qu'on me le dise et je m'efforcerai de le résoudre en compagnie du gouvernement espagnol car je tiens beaucoup à ce que nos deux

peuples s'accordent.\

QUESTION.- En ce moment, monsieur le Président, les problèmes agricoles ont-ils d'après vous, une grande incidence dans les relations bilatérales France - Espagne ?

- LE PRESIDENT.- C'était un des points les plus difficiles à résoudre pour l'élargissement pour des raisons faciles à comprendre. L'Espagne et la France - on peut rajouter l'Italie - ont souvent les mêmes productions agricoles. De plus, ces productions agricoles sont très peu soutenues au sein du marché commun de l'Europe des Dix de telle sorte que la France - je peux parler de la France - se trouvait dans une situation embarrassée des deux côtés. Comment aborder une concurrence loyale à compter du moment où nos législations, particulièrement sociales, fiscales et autres, les éléments du prix de revient de nos productions principales - je veux dire les fruits et les légumes, je veux dire le vin - ne pouvaient pas être exactement comparées. Il y avait aussi la difficulté pour l'Europe du marché commun, -c'est-à-dire l'Europe des Douze de demain- à absorber des quantités fort importantes de production de vin par exemple et le risque d'être contraint très rapidement de faire pour le vin ce qu'elle faisait de ces excédents pour ensuite adopter des quotas qui ont tout de même été difficiles à supporter par les agriculteurs.

- J'ai donc agencé tout cela : fruits et légumes, vin. En même temps il y avait les problèmes de la pêche, difficiles des deux côtés, Méditerranée et Atlantique. Enfin, il y avait un certain nombre de problèmes industriels, mais vous m'avez posé la question sur les produits agricoles : c'était la difficulté principale. Le fait qu'elle ait été dominée par un acte de bonne volonté mutuelle des deux gouvernements espagnols et français, montre que la volonté d'entente a été infiniment plus forte que les obstacles de la nature. C'est un signe. Le sol de nos régions du Midi, Languedoc-Roussillon, Aquitaine, Midi-Pyrénées, Provence et le sol espagnol se ressemblent et dès lors nous devons étudier avec le plus grand sérieux les moyens de protéger les intérêts, les justes intérêts de nos producteurs. On y est arrivé. Réjouissons-nous !\

QUESTION.- Leurs Majestés Don Juan Carlos et Dona Sofia visitent officiellement la France pour la seconde fois. Comment définirez-vous aujourd'hui ce pays. Quelle est la situation présente de cette France que vont visiter le Roi et la Reine d'Espagne ?

- LE PRESIDENT.- Recevoir le Roi et la Reine d'Espagne, c'est un honneur pour la France. Nous le ressentons. J'ai été très heureux de savoir que Leurs Majestés acceptaient l'invitation de la France, ce qui nous permettra pendant plusieurs jours de nous rencontrer pour parler, de montrer un certain nombre de réalisations françaises et tout simplement de vivre un peu ensemble et de continuer une conversation depuis longtemps déjà commencée lors de nos rencontres précédentes à Paris ou à Madrid. Ce sont des personnalités qui sont très sympathiques à l'opinion française, considérées à juste titre comme ayant beaucoup de courage, beaucoup de sens de leurs responsabilités, un grand respect de leurs institutions et je dois dire que des relations de sympathie se sont créées. C'est donc de grand coeur que je recevrai, au nom de la France, le Roi et la Reine d'Espagne.

- Assurément je voudrais qu'au-delà de ces paroles de bienvenue, elles aillent directement au coeur du peuple espagnol lui-même pour qu'il sache bien qu'il s'agit d'un geste certes spontané car les premiers jours nous avons décidé de nous voir, mais aussi de réfléchir car il doit contribuer à ce que chaque Espagnol et chaque Français sachent que nous avons beaucoup de chemin à parcourir ensemble. La bonne entente de nos pays, de ce que l'on appelle l'Europe du Sud, un rapprochement significatif de leurs formes de culture et de civilisation, la place qu'elles tiennent dans l'histoire mais aussi dans la géographie, tout cela doit marquer un cours nouveau de nos relations. Ce cours nouveau sera j'imagine ratifié par un acte solennel que je crois nécessaire pour l'Europe tout entière.\